

DANS L'ACTUALITE du 22 au 25 mars 2013

Textes officiels

JO du 22 mars 2013

Conditions d'agrément de l'organisme assurant la gestion de la filière des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique destinés à être imprimés, en application des articles L. 541-10-1 et D. 543-207 du code de l'environnement.

[Arrêté du 27 février 2013 portant agrément d'un organisme ayant pour objet de percevoir la contribution à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique destinés à être imprimés et de la reverser aux collectivités territoriales, en application des articles L. 541-10-1 et D. 543-207 du code de l'environnement](#)

Jurisprudence

Urbanisme

Carte communale

Les cartes communales ne constituent pas des documents d'urbanisme tenant lieu de plans d'occupation des sols

[CE 20 mars 2013, *Ministre de l'écologie*, req. n° 349807](#)

Environnement

Refus par le préfet de prescrire les conditions de la remise en état

Le Préfet ne peut refuser de fixer les conditions de remise en état d'une ICPE qu'à la seule condition que l'exploitant ait tenté d'échapper à une modification des règles d'urbanisme par une déclaration anticipée de sa cessation d'activité.

[CE 20 mars 2013 *Ministre de l'écologie*, req. n° 347516](#)

ICPE : responsabilité fautive de l'Etat dans la mise en cause irrégulière du propriétaire et non de l'exploitant

La responsabilité fautive de l'Etat ne peut être engagée en cas de mise en cause irrégulière du propriétaire au lieu de l'exploitant relativement aux installations classées qu'en cas de lien direct et certain avec le préjudice allégué.

[CE 1er mars 2013 Société L'Immobilière du Saule Balance, req. n° 347126](#)

Administration

QPC sur la définition du domaine public maritime naturel

[CE 13 mars 2013, req. n° 365115](#)

Le Conseil d'État a renvoyé au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) visant le 1° de l'article L. 2111-4 du code général de la propriété des personnes publiques, qui prévoit que le « rivage de la mer », constitué par tout ce que couvrent et découvrent les plus hautes marées, hors perturbations météorologiques exceptionnelles, appartient au domaine public maritime naturel de l'État. La haute juridiction a, en effet, considéré que le moyen tiré de ce que ces dispositions portent atteinte au droit de propriété soulève une question présentant un caractère sérieux.

L'ADEME ne fait plus partie des établissements dont le représentant de l'Etat est désigné comme délégué territorial

L'article 9 du décret n° 2012-509 du 18 avril 2012 est annulé ainsi que son article 1er en tant qu'il inclut l'ADEME dans la liste des établissements publics de l'Etat dont le représentant de l'Etat est désigné comme délégué territorial

[CE 20 février 2013 Fédération Chimie Energie CFDT, Syndicat national de l'environnement SNE-FSU et Syndicat CGT de l'ADEME, req. n° 360307](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Précontractuel : les temps sont durs pour les entreprises

[Les choses se compliquent pour les entreprises qui s'engagent dans la voie du référé précontractuel. Un juge vient de considérer qu'une entreprise requérante ne peut être lésée par les manquements qu'elle invoque, si sa candidature était irrégulière et ce bien que le pouvoir adjudicateur ne l'avait pas relevé dans le cadre de son analyse.](#)

Source : achatpublic.info du 25/03/2013

Les clauses sociales dans la commande publique ne décollent pas

[L'observatoire économique de l'achat public \(OEAP\) vient de publier une analyse des marchés publics de plus de 90 000 euros passés en 2011 par l'Etat et les collectivités locales.](#)

Source : la gazette des communes du 22/03/2013

La lettre de la DAJ n° 140 est parue
[Consulter La Lettre de la DAJ n°140](#)

Urbanisme

Plan d'investissement pour le logement

Ce plan d'investissement pour le logement s'articule autour de cinq dispositions phares :

- raccourcir les délais de procédure pour débloquer les projets : La déclaration de projet (mesure n°1), Lutter contre les recours abusifs et réduire les délais de traitement des contentieux (mesure n° 4) ;
- construire là où sont les besoins, en permettant plusieurs dérogations aux règles d'urbanisme (mesure n° 5) ;
- conclure un pacte avec le monde HLM (mesures n° 9 à 11) ;
- simplifier les normes (mesure n° 14) ;
- lancer la rénovation énergétique de l'habitat, en mettant en place un véritable service public de la rénovation énergétique (mesures n° 16 à 20).

[Télécharger le dossier de presse : 5 mesures phares](#)

[Télécharger le dossier de presse : les 20 mesures](#)

Source : territoires.gouv.fr du 21/03/2013

« Le changement dans le logement, c'est maintenant », François Hollande à Alfortville le 21 mars

[A l'issue d'un déplacement sur un programme de logements sociaux à Alfortville \(94\), le Président de la République a annoncé le 21 mars un plan d'urgence pour la construction neuve et la rénovation énergétique.](#)

Source : le moniteur du 21/03/2013

Un référé contre la construction de logements pour des Roms rejeté

[Le juge des référés du tribunal administratif de Montreuil \(Seine-Saint-Denis\) a rejeté vendredi 22 mars 2013 la requête de deux habitants qui demandaient l'annulation d'un permis de construire de logements modulaires destinés à des familles roms](#)

Source : la gazette des communes du 22/03/2013

“Les villes devront organiser des comités transversaux (transports, urbanisme, espaces verts...) sur le vieillissement” – Pierre-Marie Chapon

[Lors du Congrès régional des ingénieurs territoriaux, ces 21 et 22 mars 2013 à Angers, Pierre-Marie Chapon, directeur de la recherche au sein de la société immobilière Icade, filiale de la Caisse des dépôts, a mis en évidence l'émergence de la prise en compte du vieillissement dans l'urbanisme, que ce soit dans la réflexion nationale et locale ou sur le terrain avec les premières réalisations.](#)

Source : la gazette des communes du 22/03/2013

Environnement

Taxe locale sur la publicité extérieure : enfin des recours contre les afficheurs récalcitrants

[Bénédicte Dorinet, docteur en droit public, responsable de la veille juridique secteur public au sein du cabinet CTR, réagit après la publication du décret du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure.](#)

Source : la gazette des communes du 22/03/2013

Réforme du Code minier : les régions se mobilisent

[Devant les députés de la commission du développement durable, l'Association des régions de France et la Fédération des parcs naturels régionaux ont confirmé le 20 mars l'implication active des territoires dans la réforme du Code minier.](#)

Source : localtis.info du 22/03/2013

Energie

Un recours en référé pour empêcher les travaux sur Fessenheim

[Le réseau « Sortir du nucléaire » a annoncé avoir déposé jeudi 21 mars, avec d'autres associations, un recours en référé devant le Conseil d'État contre les travaux visant à renforcer la sûreté de Fessenheim.](#)

Source : le moniteur du 22/03/2013

Vu dans les revues

AJDA n°11-2013 du 25 mars 2013 p.616, *La mobilisation du foncier public en faveur du logement*, par Norbert Foulquier et Jean-Philippe Brouant

BJDU n° 1/13 de mars 2013 p.3, *Plans locaux d'urbanisme et projets*, par Gilles Godfrin

BJDU n° 1/13 de mars 2013 p.10, *Le nouveau régime des divisions foncières dites « primaires » (1^{re} partie)*, par Patrick E. Durand

La gazette des communes n° 12/2166 du 25 mars 2013 p.45, *Distinction matérielle et fonctionnelle des bâtiments*, par Jean-marc Joannès

Presse

200.000 / m2 de bureaux transformables en logements à Paris, selon Anne Hidalgo

[Alors que la crise du logement bat son plein à Paris, la candidate PS aux municipales, Anne Hidalgo, propose ...](#)

Source : les Echos du 25/03/2013

Logement : le plan d'urgence n'aura pas d'effet immédiat

[Les professionnels veulent croire que d'autres mesures vont suivre. Pour les promoteurs, il est positif mais ne créera pas un logement de plus en 2013.](#)

Source : les Echos du 22/03/2013

Le Grand Paris face à une montagne de déblais

[Le chantier du métro francilien produira 20 millions de mètres cubes de déchets, que la région est incapable de traiter.](#)

Source : Le Monde du 22/03/2013